

**Communiqué de 9 élus au Conseil d'Administration  
de l'Université de Strasbourg**  
*(Le 17 décembre 2013)*

Ce jour se tenait le Conseil d'Administration de l'Université de Strasbourg devant se prononcer notamment sur le budget primitif et la campagne d'emplois 2014. Le budget a été adopté par 20 voix pour et 2 voix contre (CFDT) pour un conseil comprenant 31 membres.

En effet, les sept élus Responsabilité-Démocratie-Collégialité aux collèges A et B, l'élu BIATSS CGT et l'élue UNEF ont décidé en toute conscience de ne pas siéger. Cette décision s'inscrit dans un contexte national marqué par une crise financière historique des universités, principalement due au désengagement de l'État. A l'Université de Strasbourg, la manne financière octroyée par la politique d'excellence ne saurait faire illusion : celle-ci ne compense en rien et aggrave même la baisse des crédits récurrents, en raison des coûts indirects considérables qu'elle génère.

Le budget primitif 2014, sur la sincérité duquel nous conservons de nombreux doutes, consacre ainsi une troisième année d'austérité budgétaire. Le choix de se servir de nos emplois comme variable d'ajustement pour gérer la pénurie n'est pas acceptable. Les gels de postes, au nombre de 50, grèvent l'encadrement des étudiants, la qualité des enseignements, altèrent le potentiel de recherche et aggravent la sous-administration criante des services centraux et des composantes. Ce budget met ainsi en danger la réussite des étudiants.

Par ailleurs nous devons souligner la contradiction entre, d'une part, la communication de la présidence de l'université qui, par souci de préserver l'image de notre établissement et de rassurer son personnel, ne cesse de vanter la solidité de son budget, et, d'autre part, le fait qu'à tous les niveaux du fonctionnement de l'université, dans toutes les composantes, dans les laboratoires et les services, les personnels sont contraints d'appliquer des mesures d'économie drastiques. De fait, le président Alain Beretz, qui n'a jamais pris position officiellement contre le désengagement de l'État, ni contre les politiques conduites par les gouvernements successifs (LRU, RCE, politique d'excellence, loi Fioraso), se sert de l'austérité comme d'un levier pour mettre en œuvre une politique de restructuration massive de notre université, déjà amplement engagée et dont il nous promet aujourd'hui des développements majeurs en 2014.

Il eût été par conséquent irresponsable pour des élus clairvoyants de valider un tel budget et de cautionner une politique qui va à l'encontre des intérêts de la communauté universitaire. Nous tenons à rappeler que la seule évolution positive du budget 2014 (maintien des crédits de la Vie étudiante, limitation de la baisse des crédits alloués aux composantes) est à mettre à l'actif de nos élus. Nous continuerons à œuvrer pour la défense des valeurs du Service public d'Enseignement supérieur et de Recherche.

*Les élus Responsabilité-Démocratie-Collégialité<sup>1</sup>, l'élu Biats CGT et l'élue UNEF*

---

<sup>1</sup> Soutenus par les organisations suivantes : SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SES-CGT, SNTRS-CGT, SNPREEES-FO, Sgen-CFDT